



Motion du CSN du SNTRS-CGT

Appel à la mobilisation

Villejuif, le 25 juin 2024

Le SNTRS-CGT considère que le programme du Nouveau Front Populaire est le seul dans une position de rupture claire avec les politiques menées par les gouvernements depuis plusieurs décennies. Ce programme défend, notamment, la fonction publique, le statut général, est anti-xénophobe et défend les droits des travailleurs et travailleuses.

Le SNTRS-CGT, syndicat humaniste, internationaliste et anti-raciste, fidèle à l'histoire et aux engagements de notre confédération CGT, appelle à prendre la mesure de la gravité de la situation présente.

Le programme du Rassemblement National (RN) constitue une grave menace pour la fonction publique dont l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR), en particulier pour les libertés académiques et pour l'existence même des organismes nationaux de recherche.

Le programme du RN est incompatible, par nature, avec les valeurs d'universalisme et d'ouverture internationale de l'ESR (30% des agents et des agentes du CNRS sont des étrangers, par exemple, sans compter les binationaux).

Le programme du RN est incompatible avec les enjeux climatiques et environnementaux, dans la continuité de celui du gouvernement Macron, y compris avec la notion de réfugié climatique (définie par l'ONU).

Le Conseil syndical national du SNTRS-CGT, réuni le 25 juin 2024, appelle à voter pour les candidats et candidates du Nouveau Front Populaire, les 30 juin et 7 juillet prochains. Il appelle tous ses adhérents et toutes ses adhérentes à faire campagne pour ce vote, sur la base de nos revendications en phase avec les propositions du Nouveau Front Populaire, et plus spécifiquement pour la Recherche scientifique et l'Enseignement supérieur.

Le SNTRS-CGT revendique :

- Des moyens pérennes publics, humains et financiers, qui couvrent les besoins présents et à venir pour une recherche publique ambitieuse.
- La défense des statuts de la fonction publique et l'augmentation des salaires et des pensions, ainsi que leur indexation sur l'inflation.
- Le maintien des organismes nationaux de recherche (EPST, EPIC...), sans leur transformation en agences nationales de programmes.
- L'abandon de l'acte 2 de l'autonomie des universités.
- La création d'une allocation pour tous les étudiants et toutes les étudiantes et la généralisation du repas à 1 euro dans les Crous.
- La démocratisation de l'Université, en abolissant Parcoursup et la sélection dans l'Université publique.

ADJOINTS TECHNIQUES
CHERCHEURS
DOCTORANTS
INGENIEURS
PRECAIRES
TECHNICIENS

Rejoignez [le S.N.T.R.S-C.G.T](#)

suivre le lien [Adhésion](#)